

Des clés historiques et géographiques pour lire le monde
Question 2 – Enjeux et recompositions géopolitiques du monde

Trois questions sur les quatre proposées par le programme sont à traiter au cours de l'année ; le professeur dispose d'une vingtaine d'heures pour traiter chacune d'entre elles. Il peut répartir librement ce temps entre étude obligatoire et étude au choix en fonction des modalités de traitement qu'il aura choisies.

Étude au choix – Le Proche et le Moyen-Orient, un foyer de conflits depuis la fin de la Première Guerre mondiale

Question 2 – Enjeux et recompositions géopolitiques du monde

- Les chemins de la puissance : les États-Unis et le monde depuis les « 14 points » du Président Wilson (1918).
- Une étude au choix parmi les deux suivantes :
 - Les espaces maritimes aujourd'hui : approche géostratégique.
 - **Le Proche et le Moyen-Orient, un foyer de conflits depuis la fin de la Première Guerre mondiale.**

(BOEN spécial n°8 du 13 octobre 2011)

Intérêt de l'étude

En France, l'expression « Proche-Orient » désigne traditionnellement les régions de l'Est du bassin méditerranéen, de la Turquie à l'Égypte (l'ancien « Levant »). L'expression « Moyen-Orient », quant à elle, s'est imposée depuis un siècle sous l'influence des Anglo-Saxons, notamment à l'issue de la Seconde Guerre mondiale. Géographiquement, le Moyen-Orient se définit comme l'ensemble des pays de l'Asie de l'Ouest et du Sud-Ouest, de la Turquie à l'Iran, voire l'Afghanistan, et du Sud du Caucase à la péninsule Arabique, ensemble qui comprend en outre l'Égypte.

L'étude de cet ensemble géographique, menée sur un siècle (c'est-à-dire depuis l'éclatement de l'empire ottoman), vise à faire **percevoir aux élèves les origines complexes des nombreux conflits qui traversent la région et à leur faire comprendre pour quelles raisons leurs conséquences se font sentir très au-delà de ses limites géographiques**. La diversité des situations, leurs temporalités différentes ainsi que l'ampleur de la période considérée interdisent tout traitement événementiel ou factuel de la question, et induisent la nécessité d'une approche très problématisée. On peut pour cela envisager de partir de l'étude d'une carte des conflits et des tensions à l'heure actuelle, et s'interroger avec les élèves, à partir de quelques cas, sur leurs causes et les facteurs qui les favorisent.

Les interrogations suivantes peuvent guider l'étude :

- Quels facteurs font de la région un foyer particulier de conflits et comment agissent-ils ?
- Pourquoi ces conflits ont-ils dans le monde une telle résonance, tant par leurs conséquences directes que par leur retentissement ?

Pistes pour traiter l'étude

Une démarche privilégiant l'activité des élèves

L'enseignement de l'histoire et de la géographie en terminale S est fondé sur une démarche de recherche et de réflexion des élèves à partir des problématiques retenues. Le caractère optionnel de cet enseignement et les modalités de l'épreuve du baccalauréat doivent conduire à privilégier la mise en activité des élèves (exemples : recherches documentaires, constitutions de dossiers) et une restitution de leur travail sous forme orale (exposé par exemple). Dans ce cadre, le professeur dispose d'une grande liberté pédagogique.

Une région à forts enjeux

Plusieurs éléments de contexte expliquent le caractère particulièrement conflictuel du Proche et Moyen-Orient, en permettant de comprendre la résonance à l'échelle mondiale des conflits qui le traversent :

Une grande importance géostratégique : l'étude de cartes peut mettre en lumière la position de carrefour de la région. Historiquement, le Proche et Moyen-Orient est une zone de passage mettant en contact l'Europe et l'Asie, suscitant l'intérêt et les appétits des puissances extérieures depuis le XIXe siècle. L'étude du canal de Suez (par exemple à travers la crise de 1956) permet de présenter l'importance géostratégique de la région tout en introduisant la question du pétrole.

Une grande diversité ethnique et culturelle : à l'aide de cartes (éventuellement étudiées à diverses époques), on fait apparaître la mosaïque de peuples et de religions qui se partagent historiquement le Proche et le Moyen-Orient. On peut notamment insister sur les trois grandes cultures dont l'influence se fait sentir dans la région : les Perses, les Turcs et les Arabes. Il convient également de présenter à travers une situation concrète (par exemple en Irak) la grande opposition entre les deux grands courants de l'islam : Sunnisme et Chiisme. La population juive ainsi que les minorités chrétiennes sont des éléments de cette diversité.

La présence des lieux saints des trois grands monothéismes : sans entrer dans le détail, on présente la place particulière de Jérusalem et les grandes problématiques qui s'attachent à son contrôle. Il convient également d'évoquer la situation des deux autres grands lieux saints de l'islam, La Mecque et Médine, dont le contrôle par la dynastie saoudienne est critiqué notamment par l'Iran.

Une forte pression démographique : on peut ici rappeler l'importance du facteur démographique pour la compréhension des enjeux régionaux. La population du Proche et Moyen-Orient est dans l'ensemble très jeune et en forte croissance, en dépit d'une transition démographique rapide dans tous les États de la région, ce qui, dans le cadre de cette étude, pose la question du développement économique et de la forte pression qu'exerce cette population sur les ressources, notamment l'eau. Cette ressource, si elle est à l'origine de tensions entre les États, les contraint cependant aussi à collaborer (accord sur le partage des eaux du Jourdain entre Israël et ses voisins, accord entre la Turquie et la Syrie pour le maintien du débit de l'Euphrate ...).

Les plus importantes réserves mondiales d'hydrocarbures : avec près des deux tiers des réserves pétrolières conventionnelles mondiales estimées et 40% des réserves gazières aujourd'hui connues, le Moyen-Orient est devenu un lieu majeur de production couvrant une part essentielle des besoins énergétiques mondiaux. L'importance des réserves pétrolières et gazières du Moyen-Orient est un facteur clé de compréhension pour tout ce qui touche aux grands équilibres géopolitiques de cette région. Depuis la découverte des premiers gisements en Perse en 1908, son contrôle est devenu un enjeu majeur pour les grandes puissances, avant de devenir une chance, voire une arme, pour les pays qui disposent de cette manne. L'étude d'une ou deux grandes crises, régionales (par exemple la guerre Iran/Irak entre 1980 et 1988, notamment pour le contrôle des zones pétrolifères du Golfe arabo-persique) ou internationales (échec de la tentative de maintien des troupes soviétiques en Iran en 1945 devant la ferme réaction des États-Unis, prélude à la guerre froide ; coup d'État de 1953 en Iran, soutenu par la CIA, contre le Dr Mossadegh qui veut nationaliser l'industrie pétrolière ; choc pétrolier de 1974 consécutif à la décision de l'OPEP, à la suite de la guerre du Kippour ; première guerre du Golfe en 1990-1991 mobilisant la communauté internationale pour libérer le Koweït ; invasion de l'Irak en 2003 par une

coalition menée par les États-Unis au nom de la lutte contre le terrorisme ...) permet de mettre en évidence la permanence des tensions liées à cette ressource depuis les indépendances.

Une histoire politique et diplomatique complexe

L'histoire du Proche et Moyen Orient depuis la fin de la Première Guerre mondiale est **largement marquée par l'influence des grandes puissances**. Dans les années 1920 et 1930, **Français et Britanniques se disputent le contrôle de la région**, les seconds imposant finalement leur influence avant d'être conduits à s'en retirer au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Durant la guerre froide, **les États-Unis et l'URSS s'affrontent dans la région par alliés interposés, transposant leurs rivalités et jouant des divisions régionales**. Par la suite, **l'influence des États-Unis** (notamment par le soutien privilégié à certains régimes, voire par des interventions directes) se fait ressentir jusqu'à nos jours. On peut ainsi évoquer dans un premier temps **l'héritage de la politique menée par la France et la Grande-Bretagne** dans un contexte de rivalités pour le contrôle de la région, du pétrole, de la route des Indes et du canal de Suez : partage des territoires de l'empire ottoman jusque-là dominant (accords Sykes-Picot de 1916, traité de Sèvres de 1920 et système des « mandats »), politique britannique ambivalente menée en Palestine à la suite de la déclaration Balfour de 1917. Une approche synthétique de cette période (jusqu'en 1948, date de la création de l'État d'Israël) permet de présenter le contexte politique dont sont issus la plupart des conflits dans **la seconde moitié du XXe siècle, dont l'étude constitue le cœur de la question** :

L'instabilité des frontières, issues d'un découpage colonial souvent effectué sans tenir compte les réalités humaines, économiques ou historiques. Modifiées à de nombreuses reprises depuis leur création, elles morcellent la région et sont souvent discutées, voire niées : on peut ainsi développer le cas de la Syrie face au Liban (création française en 1920) ou de l'Irak face au Koweït (émirat indépendant en 1961, mais issu du démembrement d'une ancienne province ottomane dont le centre était la ville irakienne de Bassorah).

La fragilité de la notion d'État dans les pays de la région, dont la plupart demeurent jusqu'à aujourd'hui marqués par l'absence de réelle tradition démocratique et la domination d'un groupe communautaire religieux, ethnique ou tribal, à l'exception d'Israël qui se vit comme une démocratie en guerre. C'est le cas des monarchies conservatrices dans la péninsule arabique, des États de forme plus moderne mais dominés par des régimes autoritaires issus d'un développement inspiré du modèle du parti unique à partir des années 50 (Syrie, Egypte, Irak), de la monarchie autoritaire, puis république islamique, en Iran. Ils sont cependant de plus en plus confrontés à des revendications populaires, qui peuvent prendre la forme de véritables mouvements de masse (Égypte, Syrie ...). Le Liban est lui aussi marqué par un fort communautarisme qui favorise les influences extérieures (par exemple la Syrie). En revanche, le cas turc peut être évoqué dans son originalité : la Turquie, seul État ayant échappé à la domination directe des Européens, héritier de l'empire ottoman, s'est lancée dès les années vingt dans une politique volontariste de modernisation et de laïcisation ; longtemps de nature autoritaire, le pouvoir a connu une évolution démocratique.

De profondes rivalités entre les États. Depuis la décolonisation, les principaux États du Proche et Moyen Orient se livrent une lutte d'influence dans la région, qui peut prendre la forme de nationalismes actifs : nationalisme turc à partir des années 1920, rivalités pour la direction du mouvement panarabe dans les années 1950-1960. Les monarchies du Golfe, quant à elles, s'efforcent de contrebalancer la puissance de leurs voisins lorsque ceux-ci paraissent trop ambitieux (l'Égypte de Nasser, la Syrie d'Hafez El-Assad, l'Iran des mollahs ou encore l'Irak de Saddam Hussein).

Les conflits autour de la création et de l'existence de l'État d'Israël depuis 1948. Si cette date représente une rupture majeure dans l'histoire du Proche et Moyen-Orient au XXe siècle, on ne saurait, dans ce cadre, présenter de manière détaillée les conflits israélo-arabe et israélo-palestinien. Il s'agit donc de faire percevoir simplement aux élèves les données d'un problème régional qui traverse le XXe siècle et dont la portée dépasse très largement les limites du Proche et Moyen-Orient. L'étude peut être menée à partir d'une carte actuelle de l'État d'Israël dans son environnement régional (éventuellement complétée d'autres documents), qui permet d'opérer un certain nombre de constats : taille et organisation du pays et des territoires qui le jouxtent, répartition de la population, des ressources, États limitrophes ...

En s'appuyant sur l'étude de cartes, on peut rappeler brièvement les origines et les modalités de la création de l'**État d'Israël** sous l'égide de l'ONU, ainsi que les conflits qui ont suivi avec les États arabes jusque dans les années 70 (et leurs conséquences internationales). L'évolution ultérieure des relations entre les pays de la région (apaisement avec l'Égypte sous le patronage des États-Unis, interventions israéliennes au Liban, normalisation des relations avec la Jordanie, amorce de discussions avec la Ligue arabe, développement de la coopération entre Israël et la Turquie, permanence des tensions avec la Syrie et l'Iran) permet d'insister sur le changement de nature des conflits liés à l'existence d'Israël, qui impliquent désormais moins les États.

Une présentation spécifique de la question palestinienne, abordée de manière chronologique, complète l'étude de cet aspect de la question. On peut ainsi évoquer la situation des Palestiniens après la création de l'État d'Israël, l'organisation d'un mouvement de lutte, dont Yasser Arafat prend la tête, et son action à partir de 1967, son affaiblissement dans les années 80 et le tournant de 1987 (début de la première intifada) et de 1988 (création du Hamas), l'ouverture dans les années 90 de négociations entre l'OLP et Israël sous l'égide des États-Unis et de la communauté internationale. Pour présenter la situation actuelle, toujours source de conflits potentiels, de manière synthétique, on peut insister sur :

- l'échec des négociations qui achoppent sur la notion d'État palestinien et sur le découpage territorial d'un territoire palestinien (notamment avec le contrôle de Jérusalem et l'implantation de colonies juives sur des territoires habités par des Palestiniens)
- la rivalité entre l'Autorité palestinienne et le Hamas
- la permanence du soutien américain à l'État hébreu, en dépit de divergences parfois notables
- l'hostilité des opinions publiques des États de la région à la normalisation des relations avec Israël.

La montée de l'islamisme politique

Si les questions religieuses ont une forte résonance politique dans la région durant toute la période, c'est de manière assez récente qu'elles se traduisent par **l'affirmation du fondamentalisme musulman comme une force politique autonome**. Celui-ci trouve son origine dans une lecture littérale et rigoriste des textes sacrés, et devient un véritable projet politique et social avec l'association des Frères musulmans créée en Égypte en 1928. Toutefois, il n'émerge réellement que dans les années 1970, se manifestant de manière spectaculaire en 1979 avec la révolution en Iran qui chasse le Shah et porte au pouvoir les tenants d'un islam radical. L'Iran, perse et à majorité chiite, demeure relativement isolé, les autres pays musulmans craignant notamment la contagion d'une conception particulièrement radicale de la religion. Lors de la guerre qui l'oppose à l'Irak (1980-1988), ce dernier État est soutenu par les Occidentaux, mais aussi par la plupart des pays arabes. Seule la Syrie, pour des raisons géopolitiques, se rapproche de Téhéran. **Se présentant comme une réponse à l'occidentalisation et au modernisme qui déstabilisent les sociétés traditionnelles, l'islamisme se diffuse dans les années 1970 et 1980 dans le Moyen-Orient** et dans le reste du monde musulman, grâce notamment au djihad mené en Afghanistan contre l'occupation soviétique, qui aboutit à la prise de pouvoir des Talibans. Sous des formes diverses (y compris militaire, comme dans les territoires palestiniens avec le Hamas ou au Liban avec le Hezbollah), il devient **une composante essentielle de la vie politique dans de nombreux États et développe son influence dans le monde à travers des réseaux comme Al Qaida**. Développant une violente rhétorique antioccidentale, les différents mouvements relevant de cette tendance sont perçus comme **une menace par les régimes en place**, notamment ceux qui sont proches des États-Unis.

Il convient enfin de faire une place particulière au **11 septembre 2001** et à ses conséquences, qui marquent pour la région un tournant, dans la mesure où les Occidentaux interviennent directement en Irak et en Afghanistan (et, ponctuellement, dans d'autres pays) au nom de la lutte contre le terrorisme et pour l'instauration de la démocratie : cet interventionnisme, souvent perçu comme une nouvelle forme d'impérialisme, attise les tensions.

Si la présentation est ici effectuée en trois grandes rubriques pour des raisons de clarté, les points évoqués peuvent, dans le cadre du cours, être replacés dans **une approche systémique** et abordés à travers **l'étude de quelques cas significatifs**, en s'appuyant de manière privilégiée sur des cartes. Ainsi, à titre indicatif, la guerre Iran-Irak de 1980-1988 permet d'évoquer la confrontation entre Arabes et Perses, la question religieuse (Sunnites et Chiites) et la place du

fondamentalisme religieux, le jeu des puissances régionales, la question de la nature des régimes dans la région, celle du contrôle des ressources pétrolières et des routes d'approvisionnement dans une zone stratégique, l'intervention des grandes puissances ... Ces modalités de travail offrent l'opportunité de développer des capacités de réflexion, de recherche et d'organisation, et de préparer l'épreuve orale du baccalauréat. **Tous les exemples évoqués dans la fiche ne sauraient bien évidemment faire l'objet d'une étude et ne représentent que des propositions pour introduire à la complexité de la région.**

Histoire des arts

Sur cette question, l'utilisation de **l'histoire des arts** s'avère délicate car les œuvres sont le plus souvent militantes et partisans, et privilégient un aspect de la question. Pour certains aspects de l'étude, on peut toutefois avoir recours à une œuvre comme celle de Marjane Satrapi, *Persépolis*, soit sous sa forme de bande dessinée (2000-2003), soit sous sa forme cinématographique (2007).

Pièges à éviter dans la mise en œuvre

- Traiter la question de manière détaillée, ainsi que l'histoire de chaque pays ou groupe de pays concerné par l'étude.
- Privilégier un aspect de la question (par exemple le conflit israélo-arabe) au détriment des autres, au risque d'oublier l'interdépendance des facteurs et des situations.
- Accepter sans les discuter ni les replacer dans une perspective historique certaines représentations relevant du lieu commun ou de la polémique, notamment dans l'étude de la place d'Israël dans la région.
- Négliger de s'appuyer sur les acquis des programmes de seconde et de première.

Pour aller plus loin

- Corn G., *Le Proche-Orient éclaté : 1956-2010*, Gallimard, 2010
- Defay A., *Géopolitique du Proche-Orient*, PUF, coll. Que sais-je ?, 2011
- Lauren H., *Paix et Guerre au Moyen-Orient*, A. Colin, 2005
- Laurens H. et Cloarec V., *Le Moyen-Orient au XXe siècle*, A. Colin, 2003
- Sellier A., Sellier J. et Le Fur A., *Atlas des Peuples d'Orient – Moyen-Orient, Caucase, Asie Centrale*, éditions La Découverte, 2004
- Vallaud P. et Baron X., *Atlas géostratégique du Proche et du Moyen-Orient*, librairie académique Perrin, 2010
- *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, 2009/3 n°103, Presses de Sciences Po : numéro spécial sur le Proche-Orient contemporain

La revue *Moyen-Orient* a consacré plusieurs articles à des aspects particuliers de la question du programme